les deux derniers jours de la semaine dernière. Je pense que le Parlement canadien a eu une chance exceptionnelle en entendant le Président lui adresser la parole en cette enceinte.

Son discours, à mon avis, allait droit au but. On y trouvait des hommages sincères rendus à notre pays de même que des motifs d'encouragement en une époque grosse de périls comme la nôtre. Le Canada est heureux de posséder des amis comme le Président Eisenhower et comme nos voisins du sud, si bons, si pacifiques et si amicaux. J'ai l'impression que les États-Unis ont en ce moment une chance exceptionnelle. Ne possèdent-ils pas en la personne de leur Président, quelqu'un en qui les éléments spirituels, mentaux, moraux, physiques et émotifs forment un si parfait mélange? L'un des passages les plus saillants de son discours de samedi a été la magnifique interpolation dans laquelle cet homme, si remarquablement humble, mais si grand, nous a rappelé la nécessité d'une foi solide, en laquelle il voyait la voie la plus sûre pour traverser les craintes et les troubles de notre époque et de celles que vont suivre. C'est vraiment une grande chance, je pense, que celle d'avoir pu entendre le Président nous parler en cette Chambre.

Venons-en maintenant au discours du trône. Au cinquième paragraphe Son Excel-

lence nous disait:

Nous avons tout lieu d'être satisfaits de ce que l'objectif des Nations Unies en Corée ait été atteint dans une large mesure.

Monsieur l'Orateur, je ne doute pas le moins du monde que, partout, tous ceux qui réfléchissent doivent souhaiter sincèrement que cela soit vrai. Il est exact que grâce à une intervention collective l'ONU a arrêté l'agression, ce dont nous sommes extrêmement reconnaissants. Mais l'état actuel de compromis et d'impasse qui existe en Corée est loin de l'objectif fixé par les Nations Unies en 1950. A l'époque, l'ONU s'était fixé comme objectif, sous forme de résolution, rien de moins que l'unification de toute la Corée. Je me suis demandé souvent ce qui était advenu de cet objectif.

J'aimerais rappeler à mes honorables collègues que l'histoire des vingt dernières années et plus ne constitue série de longue compromis avec le communisme partout dans le monde, de sorte que cette doctrine néfaste et ses dynamiques adhérents sont devenus la menace numéro un contre la sécurité et les libertés des hommes libres partout dans l'univers. Il y a eu de nombreuses occasions critiques où la marche de ce mal funeste, le communisme, aurait pu être enrayée facilement par une action hardie et décisive. Mais il semble qu'il y avait un trop grand nombre d'hommes perfides en haut lieu dans les pays libres, et un trop grand nombre d'autres qui persistaient à rester aveugles à ce qui se passait autour d'eux. Par conséquent, aucune mesure réellement efficace n'a jamais été prise pour arrêter l'avance du communisme. Récemment, on a entendu dire beaucoup de choses, il va sans dire, dont quelques-unes à moitié sincères, au sujet de "l'endiguement" du communisme, mais cela ne date que de quelques années alors que les nations occidentales s'occupaient fiévreusement de s'entourer d'une puissante forteresse autour de leur château-fort, en vue d'éloigner les maraudeurs géants de l'extérieur, alors que ceux de l'intérieur pouvaient circuler tout à leur aise.

Nous nous joignons effectivement à Son Excellence et au gouvernement en espérant sincèrement et religieusement qu'une conférence politique réussira en définitive à restaurer la paix en Corée.

Il en est parmi nous qui aspirent sincèrement à une attitude plus réaliste du Gouvernement, dans la lutte contre la hideuse menace du communisme partout où il a autorité pour le faire. Nous comprenons parfaitement qu'il y a des moments où un compromis s'impose et même des occasions, fussent-elles rares, où il faut songer à apaiser l'adversaire. Mais l'expérience que nous avons acquise depuis 1917 devrait nous avoir enseigné que l'apaisement ne permet de gagner aucun avantage sur les communistes et leur doctrine. De même, il est inutile de mettre des gants.

J'ai lu avec un vif intérêt un article de fond qui a paru il n'y a pas si longtemps,—de fait le 24 octobre,—dans *The Ensign*, publié à Montréal. Cet éditorial s'intitule "Un étrange accueil"; je le soumets au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson). En voici le texte succinct:

Aujourd'hui, au Canada, des milliers de futurs Canadiens attendent avec impatience le jour où il leur sera permis de bénéficier pleinement du privilège de la protection que leur conférera la nationalité canadienne.

Souvent, ils viennent de pays où ils ont subi des épreuves épouvantables de la cruauté communiste et des persécutions impies. Ils se souviennent des régimes communistes qui ont massacré leurs proches et qui détiennent toujours ceux qui n'ont pas su échapper à leurs griffes.

Ces gens savent tout comme nous, quels efforts accomplissent dans notre propre pays, les représentants de ces régimes de terreur (qu'il s'agisse de la Russie elle-même ou de pays récemment occupés), afin d'étendre leur effroyable influence sur ces réfugiés, employant les formes les plus subtiles du chantage, détenant dans ce dessein des parents en otage ou prétendant que leur pouvoir couvre les anciens "nationaux" des pays occupés par les communistes.

Dire à ces malheureux peuples, qu'il s'agisse des Polonais, des Hongrois, des Tchèques, des Russes, des Ukrainiens ou des Baltes que, même ici, ils

[M. Low.]